

**Nations unies - Soudan du Sud -
Intervention de la représentante
permanente adjointe de la France
auprès des Nations unies - Conseil
de sécurité**

(New York, 25 janvier 2018)

Monsieur le Président,

Je vous remercie pour l'organisation de cette séance sur le Soudan du Sud. Je remercie le Secrétaire général adjoint Jean-Pierre Lacroix et la Sous-secrétaire générale Ursula Mueller pour leurs présentations particulièrement éclairantes sur la situation politique, sécuritaire et humanitaire au Soudan du Sud et sur le travail réalisé par la MINUSS. Je tiens également à saluer le président Festus Mogae et à le remercier pour la grande clarté et fermeté de son exposé ainsi que pour son action dans le cadre du processus politique.

Monsieur le Président,

Après plus de quatre ans de conflit et de nombreux espoirs déçus, le Forum de revitalisation constitue une opportunité que les parties sud-soudanaises doivent saisir pour arriver enfin à surmonter leurs différences et s'inscrire enfin dans une perspective de paix. Nous saluons les efforts de l'IGAD, présidée par l'Ethiopie et soutenue par les Nations unies et l'Union africaine, qui a su rassembler ces parties à Addis Abeba et conduire les premières discussions. L'accord de cessation des hostilités signé le 21 décembre a en soi constitué un développement encourageant, mais il a été malheureusement immédiatement amoindri par les violations de cessez-le-feu qui ont été recensées.

Dans ce contexte, le Forum de revitalisation est actuellement dans une phase clé et sa réussite dépendra de plusieurs facteurs :

- D'une part, il est essentiel que toutes les parties respectent l'accord de cessation des hostilités qu'elles ont-elles-mêmes signé. Nous saluons à cet égard la mobilisation de l'IGAD, de l'UA, des Nations unies et de nombreux partenaires, qui ont exprimé sans équivoque leurs attentes. Nous devons rappeler sans cesse, et avec force, que de telles violations ne pourront être tolérées. Le mécanisme de surveillance du cessez-le-feu et des arrangements de sécurité transitoire (CTSAMM) doit plus que jamais remplir son rôle de contrôle. Il doit bénéficier des capacités nécessaires pour remplir sa mission.

- D'autre part, les parties doivent tirer profit de la prochaine session du Forum, début février, pour parvenir dans les meilleurs délais à un consensus sur la revitalisation de l'Accord de paix de 2015, notamment dans ses dimensions relatives au partage du pouvoir, à la

gouvernance, aux arrangements de sécurité et à la lutte contre l'impunité. C'est un enjeu essentiel et c'est la raison d'être de ce Forum.

En tout état de cause, il sera essentiel que les parties sud-soudanaises fassent preuve rapidement de leur volonté d'avancer sur tous les sujets. Les espoirs ont trop souvent été déçus au Soudan du Sud, et les processus politiques trop souvent instrumentalisés par les parties qui semblent continuer de croire en une solution militaire et peinent à s'engager sincèrement dans un règlement pacifique du conflit. Le processus ne peut être un processus indéfiniment ouvert dans le temps. Ni le pays, ni la région, ni la communauté des Nations ne peuvent se permettre de nouvelles tergiversations. Nous devons donc tous ensemble observer avec attention les parties sud-soudanaises. Ainsi, comme l'a souligné le président Mogae sans ambiguïté, en cas de violation de l'accord de cessation des hostilités ou d'obstruction au processus politique, nous ne devons pas hésiter à prendre les mesures nécessaires, y compris des sanctions individuelles, pour altérer les calculs des parties faisant obstruction au processus de paix. La France compte sur l'unité des pays de l'IGAD pour maintenir la pression sur les parties.

Monsieur le Président,

La France reste par ailleurs très préoccupée par les difficultés que continuent de rencontrer les acteurs humanitaires, onusiens et non-onusiens, dans leurs efforts pour acheminer l'aide nécessaire aux millions de civils vulnérables.

Madame Mueller,

Vous avez décrit la multiplicité des obstacles auxquels ils font face, les taxes qui leur sont imposées et les attaques et le harcèlement dont ils sont les cibles.

Quatorze acteurs humanitaires ont perdu la vie au Soudan du Sud en 2017, faisant de ce pays le deuxième pays le plus dangereux pour l'action humanitaire derrière la Syrie. Nous rappelons, à cet égard, que l'accès à l'aide humanitaire doit être entier, sûr, inconditionnel et sans entrave. Comme Mme Mueller l'a souligné, et comme la directrice de l'UNICEF l'avait souligné lors de sa visite récente au Soudan du Sud, les enfants, comme les femmes, sont parmi les premières victimes de cette situation inacceptable. Les violations et les abus sexuels doivent cesser. Un embargo sur les armes contribuerait à la protection des civils. La France soutient depuis longtemps son imposition.

Monsieur le Président,

La France condamne également les entraves dont la MINUSS continue d'être la victime dans la mise en œuvre de son mandat. Le blocage de patrouilles de la MINUSS, l'arrestation et l'intimidation de ses agents ainsi que des personnels humanitaires sont des actions qui ne sont pas tolérables. Nous appelons le gouvernement du Soudan du Sud à respecter pleinement ses engagements dans ces domaines.

Monsieur le Président,

La mobilisation de la communauté internationale a favorisé la tenue du Forum de revitalisation mené par l'IGAD. Plus que jamais, nous devons poursuivre cet effort commun pour mettre fin à la violence sous toutes ses formes et obtenir les perspectives de paix dont les habitants du Soudan du Sud ont tant besoin. La tragédie n'a que trop duré./.